

F

du Contentieuse

3756709/8

(1941)

Application de la loi du 2 juin 1941

portant statut des juifs

ARTICLE 1<sup>er</sup> de la LOI du 2 JUIN 1941.

Est regardé comme juif :

1°- Celui ou celle, appartenant ou non à une confession quelconque, qui est issu d'au moins trois grands-parents de race juive, ou de deux seulement si son conjoint est lui-même issu de deux grands-parents de race juive.

Est regardé comme étant de race juive le grand-parent ayant appartenu à la religion juive;

2°- Celui ou celle qui appartient à la religion juive, ou y appartenait le 25 juin 1940, et qui est issu de deux grands-parents de race juive.

La non-appartenance à la religion juive est établie par la preuve de l'adhésion à l'une des autres confessions reconnues par l'Etat avant la loi du 9 décembre 1905.

Le désaveu ou l'annulation de la reconnaissance d'un enfant considéré comme juif sont sans effet au regard des dispositions qui précèdent.

.....

ARTICLE 8

Peuvent être relevés des interdictions prévues par la présente loi les juifs :

1°- Qui ont rendu à l'Etat français des services exceptionnels;

2°- Dont la famille est établie en France depuis au moins cinq générations et a rendu à l'Etat français des services exceptionnels.

Pour les interdictions prévues par l'article 2, la décision est prise par décret individuel pris en conseil d'Etat sur rapport du commissaire général aux questions juives et contresigné par le Secrétaire d'Etat intéressé.

Pour les autres interdictions, la décision est prise par arrêté du commissaire général aux questions juives.

Le décret ou l'arrêté doivent être dûment motivés.

Les dérogations accordées en vertu des dispositions qui précèdent n'ont qu'un caractère personnel et ne créent aucun droit en faveur des ascendants, descendants, conjoints et collatéraux des bénéficiaires.

Région : .....

DECLARATION

Service : .....

pour l'Application de la loi du 2 juin 1941

Ard<sup>t</sup> : .....

portant Statut des Juifs

Etablissement : .....

Je soussigné<sup>(1)</sup>

déclare être considéré comme juif d'après la définition donnée par l'art.  
1<sup>er</sup> de la loi du 2 juin 1941<sup>(2)</sup>,

Je<sup>(3)</sup> ascendant, conjoint, descendant, d'un prisonnier de  
guerre<sup>(4)</sup>

Je demande à bénéficier des dispositions de l'article 8 de la loi du  
2 juin 1941<sup>(5)</sup>.

Je compte au 1<sup>er</sup> juillet 1941 ..... années ..... mois ..... jours  
d'affiliation à la Caisse des Retraites<sup>(6)</sup>

Art. 1<sup>er</sup> et 8 ....

(1) - Nom, prénom, date de naissance, grade, établissement (en spécifiant s'il s'agit d'une gare, d'un dépôt, d'un atelier, d'un district, etc...)

- Situation de famille (en indiquant les dates de naissance des enfants s'il y a lieu),  
- Date de commissionnement.

(2) - Voir ci-joint l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 2 juin 1941.

(3) - Mettre suivant le cas les mots "suis" ou "ne suis pas"

(4) - Nom, grade et adresse du prisonnier, lien de parenté avec lui.

(5) - L'article 8 dont ci-joint le texte ne peut jouer que dans des cas tout à fait exceptionnels; en pareil cas l'intéressé est prié de joindre une note annexe dans laquelle il indique les principes sur lesquels il base sa demande.

(6) - indiquer de quelle Caisse ou de quel régime de Retraites il s'agit.

Pr-At-

SOCIÉTÉ NATIONALE DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

Service Central  
du Personnel.

1ère Division.  
Réf: P. 5966.

*voir lettre P. 6074  
du 25 août 1941*

Paris, le 7 Août 1941.

XVII

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions  
M.M. les Directeurs des Services A, C, F, T, V, S.

J'ai l'honneur de vous remettre ci-joint les modèles des lettres qu'il y a lieu d'adresser dès maintenant, sous votre signature, à ceux de vos agents figurant aux A et D de la liste ci-jointe et qui tombent sous le coup de la loi du 2 Juin 1941 portant statut des Juifs, exception faite de ceux qui remplissent les conditions prévues à l'article 3 :

Les lettres des modèles (1) et (2) sont destinées à ceux des intéressés qui n'ont réclamé les dispositions ni de l'article 3 ni de l'article 8

Les lettres des modèles (3) et (4) sont destinées aux agents qui ont demandé à être maintenus en service au titre de l'article 8.

Les modèles (1) et (3) sont destinés aux agents ayant moins de 15 ans de services comptant pour la retraite; les intéressés recevront pendant une période dont le terme sera notifié ultérieurement :

- leur traitement;
- l'indemnité unique instituée par l'Ordre Général N° 21 ;
- l'allocation de salaire unique et les allocations familiales

Les modèles (2) et (4) concernent les agents ayant plus de 15 années d'affiliation et qui bénéficient d'une pension à jouissance immédiate liquidée conformément au Règlement des Retraites auquel ils sont affiliés.

Je vous serais obligé, en outre, de vouloir bien inviter ceux des intéressés qui ont demandé à bénéficier des dispositions de l'article 8 à formuler leur demande sur papier timbré et à y joindre un extrait de leur casier judiciaire. Ces deux pièces devront être adressées dans le plus bref délai.

Le Directeur,

*[Signature]*

Lt-At-

S.N.C.F.

APPLICATION DE LA LOI DU 2 JUIN 1941.

S.N.C.F.

Application DE LA LOI DU 2 JUIN 1941.

Monsieur

Monsieur

Mod. 3.

Mod. 4.

J'ai le regret de vous faire connaître que, par application de la loi du 2 Juin 1941, publiée au Journal Officiel du 14 Juin 1941, la S.N.C.F. est dans l'obligation de vous licencier à partir du 15 Août 1941.

A partir de cette date, vous continuerez à percevoir, pendant une période dont le terme vous sera notifié dès qu'il aura été fixé par le Règlement d'Administration publique à intervenir :

- votre traitement,
- l'indemnité unique instituée par l'Ordre Général N° 21;
- l'allocation de salaire unique et les allocations familiales.

Au cas où la demande que vous avez présentée tendant à être relevé de l'interdiction prononcée par la loi du 2 Juin 1941 recevrait satisfaction, vous seriez réadmis à la S.N.C.F.

Le Directeur,

J'ai le regret de vous faire connaître que, par application de la loi du 2 Juin 1941, publiée au Journal Officiel du 14 Juin 1941, la S.N.C.F. est dans l'obligation de vous licencier à partir du 15 Août 1941.

A partir de cette date vous recevrez avec jouissance immédiate la pension liquidée conformément au Règlement des Retraites auquel vous êtes affilié.

Au cas où la demande que vous avez présentée tendant à être relevé de l'interdiction prononcée par la loi du 2 Juin 1941 recevrait satisfaction, vous seriez réadmis à la S.N.C.F.

Le Directeur,

Lt-L-

SOCIÉTÉ NATIONALE DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Paris, le 7 Juin 1941

XVII

Service Central du  
Personnel

1ère Division.

P. 5.507

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions,  
M.M. les Directeurs des Services Centraux,  
M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies.

Par lettre P. 5.300 du 12 mai 1941, je vous ai fait connaître qu'il y avait lieu de retirer les fonctionnaires et agents considérés comme juifs par l'Ordonnance du 26 avril 1941 des emplois où ils seraient en contact avec le public.

Je vous prie de bien vouloir prendre note que par emplois en contact avec le public, il y a lieu d'entendre non seulement ceux où l'agent est en contact avec les clients du chemin de fer, mais également ceux où il est en contact avec les entrepreneurs et fournisseurs de la S.N.C.F.

Le Directeur du Service Central P,

*[Signature]*

SOCIÉTÉ NATIONALE DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Paris, le 7 Juin 1941

XVII

Service Central du  
Personnel

1ère Division.

P. 5.507

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions,  
M.M. les Directeurs des Services Centraux,  
M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies.

Par lettre P. 5.300 du 12 mai 1941, je vous ai fait connaître qu'il y avait lieu de retirer les fonctionnaires et agents considérés comme juifs par l'Ordonnance du 26 avril 1941 des emplois où ils seraient en contact avec le public.

Je vous prie de bien vouloir prendre note que par emplois en contact avec le public, il y a lieu d'entendre non seulement ceux où l'agent est en contact avec les clients du chemin de fer, mais également ceux où il est en contact avec les entrepreneurs et fournisseurs de la S.N.C.F.

Le Directeur du Service Central P,

*[Signature]*

Pl-Lt-At-

SOCIÉTÉ NATIONALE DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

Paris, le 12 Mai 1941.

Le Directeur Général.

*mi lettre P. 5.50  
du 7 juin 1941*

XVII

Réf: P. 5300.

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions  
M.M. les Directeurs des Services Centraux  
M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies.

Diverses ordonnances du Militärbefehlshaber en date du 27 Septembre 1940, du 18 Octobre 1940 et du 26 Avril 1941 ont prescrit aux personnes considérées comme juives suivant les définitions données par ces ordonnances d'en faire la déclaration aux autorités compétentes.

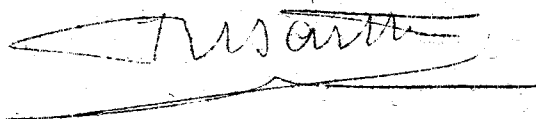
Je vous prie de bien vouloir demander à ceux de vos Fonctionnaires et agents qui se trouvent en zone occupée et qui ont fait ou feront, avant le 20 Mai 1941, les déclarations prescrites par ces ordonnances, d'aviser immédiatement leur Chef de Service régional en lui adressant, sous pli confidentiel, soit la copie, soit la reproduction, d'après leur souvenir, de la déclaration qu'ils ont faite.

En ce qui concerne les Fonctionnaires Supérieurs, le pli devra être adressé à M. le Directeur du Service Central du Personnel, avec l'indication "Confidentiel - Application de l'Ordonnance du 26 Avril 1941"; il devra parvenir à ce Service le Vendredi 16 Mai au plus tard.

Vous prendrez toutes mesures utiles pour que les agents ayant souscrit de telles déclarations soient immédiatement retirés d'un poste où ils soient en contact avec le public client du chemin de fer et n'aient plus à user de la signature sociale par le jeu des délégations de pouvoirs.

Vous me signalerez pour la même date les fonctionnaires et agents qui, ayant souscrit ou ayant à souscrire une déclaration, tiennent un emploi de direction, notamment dans les services actifs; les notes que vous établirez à ce sujet seront adressées au Directeur du Service Central du Personnel avec la mention indiquée ci-dessus.

P. le Directeur Général,  
Le Directeur du Service Central P,



SOCIÉTÉ NATIONALE des  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Paris, le 23 Juin 1941.

Service Central  
du Personnel

XVII

1<sup>re</sup> Division

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,  
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,  
Messieurs les Secrétaires Généraux des Compagnies.

Réf. : P. 5628

*voir lettre P. 5300  
du 28 juin 1941*

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint des extraits de la loi du 2 Juin 1941 remplaçant la loi du 3 octobre 1940 portant Statut des Juifs, ainsi que de la loi du 2 Juin 1941 prescrivant le recensement des Juifs.

Pour l'application de ces lois à la S.N.C.F., il y a lieu de prendre les mesures suivantes :

- P -

1<sup>re</sup> - Vous me transmettez les déclarations qui ont dû être fournies par application de ma lettre P. 5.300 du 12 Mai 1941;

2<sup>de</sup> - vous demanderez aux fonctionnaires et agents (qu'ils se trouvent en zone occupée ou en zone libre et qu'ils aient ou non fourni la déclaration prévue par ma lettre du 12 mai 1941) qui sont visés par la définition donnée dans l'article 1<sup>er</sup> de la première des lois du 2 juin 1941, d'adresser par la voie hiérarchique, sous pli confidentiel, une déclaration du modèle ci-joint.

Vous me transmettez ces déclarations sous pli avec l'indication "Confidentiel" - Application de la loi du 2 juin 1941".

Des instructions ultérieures vous feront connaître les mesures à prendre à l'égard de ces agents par application des lois du 2 juin 1941 en dehors des mesures déjà prescrites par les lettres P. 5.300 du 12 mai 1941 et P. 5.507 du 7 juin 1941.

Ceux de ces agents qui, par application de la loi du 2 juin 1941, devront cesser d'être utilisés par la S.N.C.F. seront vraisemblablement licenciés dans un délai de deux mois à partir de la publication de la loi, c'est-à-dire pour le 14 août 1941.

Le Directeur du Service Central P,

*STANISLAS*



EXTRAITS de la LOI du 2 JUIN 1941

remplaçant la LOI du 3 OCTOBRE 1940 PORTANT STATUT des JUIFS.

ARTICLE 1<sup>er</sup> - Est regardé comme juif :

1° - Celui ou celle, appartenant ou non à une confession quelconque, qui est issu d'au moins trois grands-parents de race juive, ou de deux seulement si son conjoint est lui-même issu de deux grands-parents de race juive.

Est regardé comme étant de race juive le grand parent ayant appartenu à la religion juive;

2° - Celui ou celle qui appartient à la religion juive, ou y appartenait le 25 juin 1940, et qui est issu de deux grands-parents de race juive.

La non-appartenance à la religion juive est établie par la preuve de l'adhésion à l'une des autres confessions reconnues par l'Etat avant la loi du 2 décembre 1905.

Le désaveu ou l'annulation de la reconnaissance d'un enfant considéré comme juif sont sans effet au regard des dispositions qui précèdent.

ARTICLE 2 - . . . . . (1)

ARTICLE 3 - Les juifs ne peuvent occuper, dans les administrations publiques ou les entreprises bénéficiaires de concessions ou de subventions accordées par une collectivité publique, des fonctions ou des emplois autres que ceux énumérés à l'article 2, que s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

- a) Etre titulaire de la carte du combattant instituée par l'article 101 de la loi du 19 décembre 1926;
- b) Avoir fait l'objet, au cours de la campagne 1939-1940, d'une citation donnant droit au port de la Croix de guerre instituée par le décret du 29 mars 1941;
- c) Etre décoré de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire pour faits de guerre;
- d) Etre pupille de la nation ou ascendant, veuve ou orphelin de militaire mort pour la France.

ARTICLE 4 - En aucun cas, les juifs ne peuvent faire partie des organismes chargés de représenter les professions visées aux articles 1 et 3 de la présente loi ou d'en assurer la discipline.

ARTICLE 5 - Peuvent être relevés des interdictions prévues par la présente loi les juifs :

- 1° - qui ont rendu à l'Etat français des services exceptionnels;
- 2° - dont la famille est établie en France depuis au moins cinq générations et a rendu à l'Etat français des services exceptionnels.

Pour les interdictions prévues par l'article 2, la décision est prise par décret individuel pris en conseil d'Etat sur rapport du commissaire général aux questions juives et contre-signé par le secrétaire d'Etat intéressé.

Pour les autres interdictions, la décision est prise par arrêté du commissaire général aux questions juives.

Le décret ou l'arrêté doivent être dûment motivés.

Les dérogations accordées en vertu des dispositions qui précèdent n'ont qu'un caractère personnel et ne créent aucun droit en faveur des ascendants, conjoint et collatéraux des bénéficiaires.

(1) - L'article 2 ne vise en fait les fonctionnaires de la S.N.C.F. que s'ils sont ingénieurs du Corps des Ponts et Chaussées.

Les déclarations seront  
à fournir avant le 14 juillet  
prochain.

It-L-

SOCIÉTÉ NATIONALE DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

Paris, le 26 juin 1941.

Service Central du  
Personnel

1ère Division.

P. 5.661

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,  
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,  
Messieurs les Secrétaires Généraux des Compagnies.

XVII

Comme suite à ma lettre P. 5528 du 23 juin 1941, j'ai l'honneur de vous adresser le modèle d'une déclaration à annexer à celle prévue par ma lettre du 23 juin.

Cette déclaration annexe doit être remplie par les agents qui, visés par ma lettre du 23 juin, remplissent par ailleurs les conditions prévues par l'article 3 de la loi du 2 juin 1941 et qui, en conséquence, peuvent être maintenus à la S.N.C.F.

Le Directeur du Service Central P,

SOCIÉTÉ NATIONALE DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Service Central du  
Personnel

1ère Division.

P. 5.661

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,  
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,  
Messieurs les Secrétaires Généraux des Compagnies.

Paris, le 26 juin 1941.

XVII

Comme suite à ma lettre P. 5528 du 23 juin 1941, j'ai l'honneur de vous adresser le modèle d'une déclaration à annexer à celle prévue par ma lettre du 23 juin.

Cette déclaration annexe doit être remplie par les agents qui, visés par ma lettre du 23 juin, remplissent par ailleurs les conditions prévues par l'article 3 de la loi du 2 juin 1941 et qui, en conséquence, peuvent être maintenus à la S.N.C.F.

Le Directeur du Service Central P,

Région :  
Service :  
Arrondissement :  
Etablissement :

ANNEXE A LA DECLARATION (1)

pour l'APPLICATION de la LOI du 2 JUIN 1941  
portant STATUT des JUIFS.

Je soussigné (2)

demande à conserver mon emploi à la S.N.C.F. conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 2 Juin 1941 (voir le texte de cet article au verso) pour le motif suivant :

Je suis titulaire de la carte de combattant instituée par l'art. 101 de la loi du 19 décembre 1923 (3)

J'ai fait l'objet, au cours de la campagne 1939-1940 d'une citation donnant droit au port de la croix de guerre instituée par le Décret du 28 mars 1941 (4)

Je suis décoré (de la Légion d'Honneur  
de la Médaille Militaire pour faits de guerre (5)

Je suis Pupille de la Nation (6)

Je suis {ascendant  
veuve de militaire Mort pour la France (7)  
orphelin

NOTA

NOTA. - Rayer les mentions inutiles.

- (1) Sur la déclaration elle-même il devra être indiqué, le cas échéant, qu'une Annexe du présent modèle y est jointe.
- (2) Nom et prénom.
- (3) Indiquer le N° de la carte du combattant, l'organisme qui l'a délivrée et la date de la délivrance.
- (4) Donner la référence de la citation au Journal Officiel; indiquer l'unité à laquelle vous apparteniez et l'ordre en vertu duquel cette citation a été accordée.
- (5) Donner la référence au Journal Officiel.
- (6) Donner les justifications de la qualité de Pupille de la Nation (organisme qui a délivré la carte de pupille; date de la délivrance).
- (7) Indiquer le nom du militaire mort pour la France et le lien de parenté.

---

Article 3 de la LOI du 2 JUIN 1941 remplaçant la loi du 3 OCTOBRE 1940 portant Statut des Juifs :

ART. 3 - Les juifs ne peuvent occuper, dans les administrations publiques ou les entreprises bénéficiaires de concessions ou de subventions accordées par une collectivité publique, des fonctions ou des emplois autres que ceux énumérés à l'article 2 \* que s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

- a) Etre titulaire de la carte du combattant instituée par l'article 101 de la loi du 19 décembre 1926;
- b) Avoir fait l'objet, au cours de la campagne 1939-1940 d'une citation donnant droit au port de la Croix de guerre instituée par le décret du 28 Mars 1941;
- c) Etre décoré de la Légion d'Honneur ou de la médaille militaire pour faits de guerre;
- d) Etre pupille de la nation ou ascendant, veuve ou orphelin de militaire mort pour la France.

\* L'article 2 ne vise en fait les fonctionnaires de la S.N.C.F. que s'ils sont ingénieurs du Corps des Ponts et Chaussées.

SOCIÉTÉ NATIONALE  
des  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Paris, le 25 Août 1941

Service Central  
du Personnel

1<sup>ère</sup> Division

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions  
Messieurs les Directeurs des Services Centraux

Réf.: P. 6074

Par note P. 5966 du 7 Août, je vous ai indiqué les modalités de licenciement des agents tombant sous le coup de la loi du 2 Juin 1941 portant statut des Juifs.

A la suite de ces dispositions, un certain nombre d'agents ont cessé leur service dès le 15 Août.

Par contre, ceux qui ont demandé à bénéficier des dispositions de l'article 8 de la loi n'ont pas encore été licenciés et je vous confirme que les intéressés doivent être maintenus en service en attendant qu'une décision soit intervenue à leur égard.

La loi du 2 Juin 1941 a prévu qu'un règlement d'administration publique préciserait les conditions dans lesquelles la situation des agents licenciés serait réglée. J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il a été décidé d'appliquer, en attendant la parution de ce règlement, les mesures ci-après :

1° - les agents qui, à la date de leur licenciement, compteront 25 ans d'affiliation à la Caisse des Retraites recevront une pension de retraite normale à jouissance immédiate.

2° - ceux qui, à la même date, compteront moins de 25 ans, mais 15 ans au moins d'affiliation recevront une pension à jouissance immédiate égale à celle dont ils bénéficieraient s'ils étaient admis à la réforme pour une invalidité ne résultant pas de l'exercice de leurs fonctions.

3° - enfin, ceux qui, au jour de leur licenciement, ne réuniront pas 15 ans de services comptant pour la retraite recevront pendant une période de 3 mois une indemnité mensuelle égale à la totalité de leur traitement net augmenté de l'indemnité unique définie par l'Ordre Général N° 21 et, s'il y a lieu, des allocations familiales et de salaire unique.

Dans tous les cas, le montant de la prime de fin d'année à laquelle ces agents peuvent prétendre sera proportionnel à la durée des services réellement effectués pendant l'année en cours.

OVIE aux Secrétaires Généraux des Compagnies.

Les agents visés aux 1° et 2° recevront les facilités de circulation correspondant à leur retraite.

Je vous ferai connaître ultérieurement à quelle date les agents qui ne réunissent pas 15 années d'affiliation doivent perdre leurs facilités de circulation en attendant, vous les leur laisserez pendant les 3 mois durant lesquels la solde leur est maintenue.

Le Directeur

R. BARTH.

Paris, le 25 août 1941.

Service Central  
du Personnel

XVII

1ère Division

Réf. : P. 6074

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,  
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,

Par note P. 5966 du 7 août, je vous ai indiqué les modalités de licenciement des agents tombant sous le coup de la loi du 2 juin 1941 portant statut des Juifs.

A la suite de ces dispositions, un certain nombre d'agents ont cessé leur service dès le 15 août.

Par contre, ceux qui ont demandé à bénéficier des dispositions de l'article 8 de la loi n'ont pas encore été licenciés et je vous confirme que les intéressés doivent être maintenus en service en attendant qu'une décision soit intervenue à leur égard.

La loi du 2 juin 1941 a prévu qu'un règlement d'administration publique préciserait les conditions dans lesquelles la situation des agents licenciés serait réglée. J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il a été décidé d'appliquer, en attendant la parution de ce règlement les mesures ci-après :

1°- les agents qui, à la date de leur licenciement, compteront 25 ans d'affiliation à la Caisse des Retraites, recevront une pension de retraite normale à jouissance immédiate;

2°- ceux qui, à la même date, compteront moins de 25 ans, mais 15 ans au moins d'affiliation recevront une pension à jouissance immédiate égale à celle dont ils bénéficieraient s'ils étaient admis à la réforme pour une invalidité ne résultant pas de l'exercice de leurs fonctions;

3°- enfin, ceux qui, au jour de leur licenciement, ne réuniront pas 15 ans de services comptant pour la retraite recevront pendant une période de 3 mois une indemnité mensuelle égale à la totalité de leur traitement net augmenté de l'indemnité unique définie par l'Ordre Général N° 21 et, s'il y a lieu, des allocations familiales et de salaire unique.

Dans tous les cas, le montant de la prime de fin d'année à laquelle ces agents peuvent prétendre sera proportionnel à la durée des services réellement effectués pendant l'année en cours.

Les agents visés aux 1° et 2° recevront les facilités de circulation correspondant à leur retraite.

Je vous ferai connaître ultérieurement à quelle date les agents qui ne réunissent pas 15 années d'affiliation doivent perdre leurs facilités de circulation; en attendant, vous les leur laisserez pendant les 3 mois durant lesquels la solde leur est maintenue.

Le Directeur,

COPIE aux Secrétaires Généraux des Compagnies.



## SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

Paris, le 26 mars 1942

1ère Division

Réf. N° P. 7390

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation  
des Régions,

Messieurs les Directeurs des  
Services A. et F.

Par lettre P.6074 du 25 août 1941, je vous ai fait connaître les dispositions qu'il y avait lieu de prendre à l'égard des agents juifs licenciés.

Je vous prie de bien vouloir prendre note que ces dispositions doivent être modifiées comme suit en ce qui concerne ceux de ces agents qui appartiennent au cadre permanent et n'étaient pas affiliés ou comptaient moins de 15 ans d'affiliation:

1°. Ils recevront, avec effet du jour de leur licenciement, une indemnité égale au montant de leur traitement brut, de leur indemnité spéciale temporaire et de leur indemnité de résidence (y compris majoration pour supplément de travail en ce qui concerne ces deux dernières indemnités) pendant une période calculée à raison de deux mois par année ou fraction d'année de services, en entendant par années de services celles passées en activité dans le cadre permanent.

Toutefois, cette période ne peut être inférieure à 9 mois.

Cette indemnité doit être payée mois par mois. La somme due pour les mois écoulés sera réglée le plus rapidement possible.

2°. Ils recevront les allocations familiales (allocation du Code de la famille, allocation de salaire unique et allocation familiale supplémentaire), pendant la période où ils perçoivent l'indemnité visée au § 1°.

Ces allocations cesseront d'ailleurs de leur être payées s'ils sont embauchés par un autre employeur.

3°. Les facilités de circulation ne seront pas maintenues au delà de la période de 3 mois suivant le licenciement.

LE DIRECTEUR,

Signé: BARTH.

Mt-At.

S.N.C.F.

Service Central  
du Personnel.

1ère Division  
Réf: P. 5988.

Paris, le 11 Août 1941.

*Contendieux*

III

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions  
M.M. les Directeurs des Services Centraux  
M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies.

L'emploi des Juifs autres que ceux remplissant certaines conditions énoncées par la loi du 2 Juin 1941, il convient de s'assurer, préalablement à l'embauchage de tout candidat à un emploi du cadre permanent ou à un emploi d'auxiliaire, que l'intéressé ne tombe pas sous le coup de cette interdiction.

A cet effet, il y a lieu de faire remplir par tous les candidats une déclaration du modèle ci-contre.

Les candidats qui se réclament de l'une des qualités indiquées aux §§ a) à d) de cette déclaration doivent fournir à ce sujet toutes justifications utiles.

Le Directeur,

*[Signature]*

Je soussigné

(nom, prénoms et domicile)

candidat à l'emploi de

- (1) certifie ne pas être Juif au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 2 Juin 1941.
- (1) regardé comme Juif au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 2 Juin 1941, certifie :
- (1) a) Être titulaire de la carte du combattant instituée par l'article 101 de la loi du 19 Décembre 1926;
- (1) b) Avoir fait l'objet, au cours de la campagne 1939-1940, d'une citation donnant droit au port de la Croix de guerre instituée par le décret du 28 Mars 1941.
- (1) c) Être décoré de la Légion d'Honneur ou de la Médaille Militaire pour faits de guerre;
- (1) d) Être pupille de la Nation ou ascendant, veuve ou orphelin de militaire mort pour la France.

A , le  
(signature)

(1) rayer les mentions inutiles.